

# L'approche de l'unité dans les interventions des délégués aux congrès de la CGT de 1978 (Grenoble) et de la CFDT de 1979 (Brest)

Josette Lefèvre

Après la rupture de l'Union de la Gauche suivie par la défaite électorale de mars 1978, l'espoir mis dans un possible changement politique pour satisfaire les revendications sociales s'effondre; les deux centrales, qui vont tenir leur congrès à quelques mois de distance, fin novembre 1978 pour la CGT et mi-mai 1979 pour la CFDT, sont amenées, chacune à sa façon, à réajuster leur politique d'action.

Outre la production de résolutions, un congrès confédéral, c'est aussi une semaine de débats, avec les temps forts que sont le Rapport général, qui ouvre le débat général, et la Réponse, qui le clôt. Entre ces deux événements viennent s'insérer, pendant deux jours consécutifs, les interventions des délégué(e)s des syndicats sur des sujets d'ordre divers.

Ce sont ces textes et une partie de ces discours qui font l'objet de cette étude.

## **Unité dans les résolutions de congrès**

Une précédente étude traitant du vocabulaire de l'unité<sup>1</sup> sur le corpus des résolutions votées en congrès confédéral entre 1971 et 1992 par la CFDT, la CFTC, la CGT et FO avait permis de montrer que sur la trentaine de formes concourant à la formation du champ sémantique de l'unité à savoir : *unitaire(s)*, *union*, *uni(es)*, *unification*, *réunification*, *unifié(es)*, *unir*, *réunir*, *intersyndicale*, *convergence(s)*, *rapprochement*, *rassemblement*, *rassembler*, *commun(es)*, *coopération*, *coordination*, *solidarité(s)*, *accord(s)*, *relations*, *alliance(s)*, *pluralisme*, *division*, *divergences*, *différences*, etc., c'est la forme *unité* qui y contribuait le plus, la plupart de ses occurrences s'y inscrivant, la lexie la plus sollicitée étant *unité d'action*. On notait aussi que la quasi-totalité de ce vocabulaire relevait des discours cédétiste et cégétiste, le délaissement de ce terrain par la CFTC et FO se manifestant par l'absence presque complète des formes sélectionnées.

Une analyse lexicométrique<sup>2</sup> similaire menée sur le corpus syndical de 1970 à 2007 donne des résultats comparables et confirme les oppositions : la forme *unité* est suremployée à la CFDT et à la CGT quand elle est sous-employée à la CFTC et FO. Toutefois, le suremploi cédétiste et le sous-emploi de FO s'amenuisent par rapport aux résultats obtenus sur le corpus SYND71-92. Des évolutions affectent donc les congrès récents.

L'examen parallèle, sur ces 37 années de congrès, des profils d'emploi de trois formes, marquantes du lexique syndical, qui se retrouvent parmi les cooccurrents les plus fréquents d'*unité*, à savoir *revendications*, *lutte* et *luttés* vient enrichir l'analyse : à la CGT le suremploi important (indice de spécificité de 09) d'*unité* est étayé par un recours intensif aux trois formes notamment pour *luttés* (indice de spécificité de 48), suremplois qui font ressortir

---

<sup>1</sup> «Le vocabulaire de l'unité (1971-1992)», dans Pierre Cours-Salies et René Mouriaux, *L'unité syndicale en France. 1895-1995. Impasses et chemins*, Paris, Syllepse, 1997.

<sup>2</sup> Les sous-corpus confédéraux par centrale étant de taille inégale (le sous-corpus CGT est aussi gros que les trois autres réunis, la comparaison interconfédérale est rendue pertinente par l'utilisation du programme des spécificités du logiciel Lexico 2 d'André Salem.

d'autant les non moins significatifs sous-emplois de la CFTC et de FO, par comparaison les emplois cédétistes montrent sur la période un emploi médian.

<i>Forme</i>	CFDT 1970-2006	CFTC 1971-2005	CGT 1972-2006	FO 1971-2007	<b>T</b>
<i>unité</i>	57 (+03)	9 (-15)	198 (+09)	29 (-04)	<b>293</b>
<i>revendications</i>	155 (+06)	23 (-40)	555 (+26)	79 (-07)	<b>812</b>
<i>luttés</i>	131 (+05)	3 (-51)	528 (+48)	7 (-45)	<b>669</b>
<i>lutte</i>	186 (+05)	53 (-33)	711 (+34)	73 (-20)	<b>1023</b>

### Profil d'emploi d'*unité* à la CFDT et la CGT (1970-2006)

Le tableau des variations d'emploi de ces quatre formes au fil des congrès de chacune des deux centrales fournit un bon indicateur du poids réservés à ces mots spécifiants, et donne une idée du cadre dans lequel s'effectue les interventions des congressistes de 1978 et de 1979.

Le corpus CFDT 1970-2006<sup>3</sup>

La lecture du tableau dévoile une fracture lexicale nette à partir du congrès de 1988 : absence des formes *unité* et *luttés*, sous-emploi de *revendications* et *lutte*, formes dont la lecture concordantielle pour les années 1998 et 2006 fait ressortir un environnement lexical différent de la période antérieure.<sup>4</sup> La période 1970-1985 présente 12 indices positifs et 3 indices négatifs, la période 1988-2006 présente 20 indices négatifs. Clivage total.

<i>Forme</i>	1970	1973	1976	1979	1982	1985	1988	1992	1995	1998	2002	2006	<b>T</b>
<i>unité</i>	6	14 +04	11 +02	9	12 +05	2	0 -02	0 -03	0 -02	2	0 -03	1 -03	<b>57</b>
<i>revendications</i>	6	17	35 +05	26 +04	9	18 +02	10	14	4 -03	4 -03	6 -02	6 -02	<b>155</b>
<i>luttés</i>	10	30 +07	63 +26	24 +04	2 -02	1 -04	0 -04	0 -05	0 -05	0 -05	0 -05	1 -08	<b>131</b>
<i>lutte</i>	25 +03	44 +11	58 +14	15	13	4 -03	3 -03	3 -04	8	6 -03	4 -04	3 -10	<b>186</b>

Les quatre formes sont encore bien attestées au congrès de 1979, mais leur usage fléchit, amorce d'une tendance à la baisse jusqu'à la disparition pour certaines.

Si pour la CFDT, qui entreprend de redéfinir sa stratégie, «la recherche permanente de l'unité d'action est une condition de l'efficacité des luttes», celles-ci doivent s'ancrer sur des «problèmes communs» et viser des «objectifs immédiats». Le réseau lexical qui entoure *unité d'action*, entremêlant plusieurs registres, est significatif de ce «recentrage» : *lutte sur l'emploi et le contenu du travail, convergence des luttes d'ensemble, plateforme de revendications et*

<sup>3</sup> Congrès CFDT. 1970=10857 occ., 1973=12586 occ., 1976= 17085 occ., 1979=13371 occ., 1982=8699 occ., 1985=11713 occ., 1988=9295 occ., 1992=12621 occ., 1995=11360 occ., 1998=12086 occ., 2002=12346 occ., 2006=23235 occ.

<sup>4</sup> En 1998, il s'agit des syntagmes suivants : «un modèle factice d'unité d'action» et «unité d'action la plus large sur des objectifs précis», le texte de 2006 traite l'unité syndicale interne.

*d'objectifs immédiats, réalisations communes à l'ensemble des forces populaires sur les problèmes de vie quotidienne.* Faute d'alternative, la coopération sur le terrain avec la CGT est réaffirmée : «la recherche constante de l'unité d'action avec la CGT reste un élément essentiel de la stratégie de la CFDT». Tout en prenant acte des déclarations jugées positives faites au congrès de Grenoble, la Confédération exprime de pesantes préventions à l'égard de la CGT : «Malgré les actions unitaires, les événements de ces dernières années ont montré la persistance de divergences entre la CFDT et la CGT, dues notamment à une absence d'autonomie de la CGT par rapport au Parti communiste».

La réunification syndicale n'est pas abordée.

## CGT 1972-2006<sup>5</sup>

Le profil d'emploi de la forme *unité* est ici plus chahuté, et ne coïncide pas automatiquement avec ceux des autres formes. Des glissements s'opèrent qui misent tout à tour sur l'une ou l'autre de ces formes emblématiques pendant deux ou trois congrès. La parole s'adapte ou se cherche. *Unité* dessine deux pointes d'emploi en 1972-75 et en 1995-99 (indices positifs de 04 et 07), ses emplois sont à la baisse dans la période 1978-1992, notamment aux congrès de 1985 (indice négatif de 08) et de 1989. La forme est peu mobilisée dans les deux derniers congrès. *Revendications* navigue entre le suremploi, le sous-emploi et la banalité. D'usage banal en début et en fin de période, *luttés* présente un profil presque identique à celui de *revendications* de 1982 à 1995 mais en plus accentué, la forme au singulier *lutte* est plus clivée avec des indices positifs jusqu'en 1985 et des indices négatifs à partir de 1992. C'est seulement au congrès de 1995 qu'*unité*, *luttés* et *revendications* partagent un indice positif.

Forme	1972	1975	1978	1982	1985	1989	1992	1995	1999	2003	2006	T
<i>unité</i>	22 +04	18 +02	27	35	11 -08	22 -03	15	20 +04	23 +07	3	2	<b>198</b>
<i>revendications</i>	46 +04	38	61	63 -04	77 -04	91	105 +09	30 +02	26	5 -02	13	<b>555</b>
<i>luttés</i>	31	24	55	57 -05	52 -10	127 +04	90 +06	49 +08	22	8	13	<b>528</b>
<i>lutte</i>	52 +03	37	106 +03	136 +02	167 +03	113	61 -02	17 -02	15 -02	2 -05	5 -05	<b>711</b>

Si l'on excepte la petite spécificité (03) accolée à *lutte*, c'est l'indicateur "banal" qui caractérise le plus l'usage de ces formes dans les résolutions de 1978.

Les lexies *unité des luttés* et *unité d'action (syndicale)* se retrouvent étroitement imbriquées : «L'unité c'est avant tout le rassemblement de masse des travailleuses et travailleurs sur la base duquel se crée et se renforce l'unité d'action entre organisations syndicales». De nombreux syntagmes attestent de l'affirmation forte du besoin d'unité syndicale : *revendications communes, démarche unitaire, développement des luttés contre la politique d'austérité, préoccupations communes à tous les salariés, partenaires décidés à lutter en commun, rechercher toutes les convergences possibles sur les revendications et sur les formes de lutte.*

<sup>5</sup> Congrès CGT : 1972=27725 occ., 1975=31815 occ., 1978=68422 occ., 1982=96805 occ., 1985=114365 occ., 1989=105173 occ., 1992=61910 occ., 1995=22628 occ., 1999=20396 occ., 2003=11986 occ., 2006=17398 occ.

Tout en dressant un bilan positif de l'accord CGT-CFDT de 1974, les contradictions internes de la CFDT sont jugées «préoccupantes», et la CGT s'interroge sur l'évolution de ses rapports avec la CFDT : «Des forces, puissantes et actives, agissent au niveau national et international pour amener la CFDT sur des positions différentes, pour l'écartier de l'unité d'action avec la CGT».

Dans ce nouveau contexte, la CGT maintient son objectif de réunification syndicale, «même si elle mesure l'étendue du chemin qui reste à parcourir».

## **Les interventions sur l'unité au 40<sup>ème</sup> congrès de la CGT**

À la CGT, le retour au premier plan de son "propre programme" se manifeste à travers l'environnement contextuel d'*unité* qui renoue avec la lutte revendicative et la mobilisation des travailleurs, la recherche de convergences à partir de "*revendications profondément unificatrices*". Pour relancer sur d'autres bases les relations intersyndicales, Georges Séguy, Secrétaire Général de la Confédération, annonce dans son Rapport d'ouverture la création d'un "Comité national d'unité d'action" et propose au congrès de répondre à la question suivante : "Sans revenir sur nos perspectives relatives à l'unification syndicale, au rassemblement de tous les travailleurs dans une grande centrale unitaire qui reste l'avenir du mouvement syndical français, nous pensons qu'il n'est pas irréaliste de préconiser une pratique d'unité d'action plus systématique et plus permanente".

Vingt-six contributions sur les quatre-vingt-dix prononcées à la tribune s'inscrivent sur cette question et ont servies de support à l'analyse lexicale.

Elles sont majoritairement portées par des syndicats qui viennent de mener ou mènent toujours des luttes dures et longues pour la sauvegarde de l'emploi («24 mois d'occupation», «lutte de quatre ans», «lutte depuis 27 mois», «quatre années de lutte contre le chômage», etc), gérées en intersyndicales, conduites généralement dans l'unité du moins pour un certain temps. Dans ces récits, la volonté et le comportement unitaires de ces salarié(e)s en lutte sont constamment soulignés.

«Toute l'histoire de notre mouvement ouvrier, toute l'histoire de notre Confédération a été marquée par des périodes d'unité puis de désunion. A chaque fois nous avons su reconstruire cette unité si indispensable. C'est de l'époque où les organisations syndicales étaient unies que datent les grandes conquêtes ouvrières de la classe ouvrière, et il faut sans doute le rappeler, car pour les jeunes générations, c'est de l'histoire».

À part quelques délégués qui jugent la question de l'unité sans objet pour eux (syndicat unique fortement majoritaire ou politique syndicale locale "du seul contre tous"), les intervenants annoncent tous soutenir la proposition de Georges Séguy pour «politique vraiment nouvelle d'unité d'action». Conviés à en débattre, ils donnent leur sentiment s'appuyant le plus souvent sur des synthèses issues de discussions ou d'enquêtes organisées pour la préparation du congrès. Les propos se divisent en deux grands ensembles : le premier relève les obstacles à l'unité, le second répertorie les conditions favorables à la construction de l'unité et les bénéfices à en tirer.

L'organisation de la division des travailleurs et des organisations syndicales par le patronat et le gouvernement est rappelée à plusieurs reprises, toutefois ce sont les freins à l'unité dus à la pratique de la CGT elle-même, ou des autres syndicats qui sont le plus soulevés.

L'autocritique

Le débat sur l'indépendance syndicale, sujet majeur du congrès, la démocratie et la pratique d'un syndicalisme de masse se poursuit à travers la question de l'unité. Les principaux griefs ressortent des syntagmes suivants :

- *la CGT apparaît pour les travailleurs comme dépendante du PCF,*
- *son action est jugée trop politique*
- *les revendications sont copiées sur celles du PCF*
- *dépendance à l'égard du Parti Communiste*
- *non cumul des mandats politique et syndical*
- *trop de politique pas assez de démocratie*
- *non popularisation du programme de la CGT*
- *les travailleurs ne considèrent pas la CGT comme très unitaire*
- *l'unité ne doit pas être de façade mais donner lieu à un débat public dès qu'il y a problème*
- *démocratie dans les faits et pas seulement dans les mots*
- *les élus ne sont pas suffisamment près de la base*
- *les revendications sont trop générales, voire trop confédérales*
- *les revendications doivent être formulées simplement et être l'émanation des syndiqués*
- *réalisation de l'unité ne repose pas principalement sur une activité de sommet.*

La hiérarchie syndicale coupée de la base et l'attitude arrogante de certains délégués sont également désapprouvées :

«Pour ce qui concerne la pratique du syndicalisme de masse, considérant que c'est une caractéristique de la CGT, nous pensons qu'il faut revoir notre langage syndical, car à travers certains de nos propos, des syndiqués et des travailleurs ne se sentent pas toujours très à l'aise.../.../ Le délégué ne doit pas être celui qui détient la vérité et avec qui personne ne cause.».

#### Les relations syndicales

Les difficultés rencontrées sur le terrain avec la CFDT, partenaire privilégié, et le problème créé par son «recentrage», s'expriment en premier chef :

«A ce sujet, grande est notre inquiétude face au "recentrage" de la CFDT sur notre région, où l'on retrouve \_ dans l'attitude de ses responsables\_ la position de leur Confédération, c'est-à-dire : le frein à l'action, la remise en cause de toutes les propositions de la CGT, les attaques violentes contre la CGT».

Les pratiques de la CFDT et de FO, les centrales les plus citées avec la FEN, sont souvent l'objet de critiques politiques :

- *compromission de la CFDT avec le pouvoir et le patronat*
- *abandon de la plate-forme revendicative commune par la CFDT*
- *influence importante du réformisme et de la collaboration de classe*
- *absence d'unité d'action du fait du refus systématique de FO et maintenant de la CFDT*
- *corporatisme, réformisme, collaboration de classe*
- *montée du réformisme suite au recentrage de la CFDT*
- *montée du réformisme avec l'aide de la CFDT et sa position de recentrage*

A l'opposé l'aspiration à l'unité des travailleurs est valorisée :

«Nous retenons la proposition d'un Comité national d'Unité d'Action comme notamment un stimulant pour l'action unitaire à tous les niveaux. Nous pensons en fonction de l'aspiration des travailleurs à l'unité d'action, qu'ils traduisent souvent par la phrase : "Commencez d'abord par vous mettre d'accord", lorsqu'on leur parle d'action revendicative».

L' unité d'action :

La lexie *unité d'action* est employée par la plupart des intervenants.

L'unité d'action implique des concessions pour parvenir à l'action commune :

«Toute puissante qu'elle est, la CGT doit être consciente que face à l'arrogance accrue du patronat, elle ne peut, à elle seule, obtenir des résultats suffisants. Elle doit donc rechercher l'union notamment avec la CFDT, sachant faire les concessions nécessaires pour parvenir à une action commune avec un partenaire qui, par définition ne peut partager entièrement ses vues ou ses objectifs».

Il ressort d'une grande partie des interventions, que l'unité résulte surtout de l'action des travailleurs en lutte:

*aspiration des travailleurs à l'unité d'action*

*l'unité d'action permet l'action de masse, seule l'action de masse paie*

*l'unité d'action mais pas à n'importe quel prix*

*ne pas remettre en cause sur le terrain l'accord commun de 1974*

*l'unité comme une nécessité pour avoir plus de force*

*l'absence d'unité d'action est un manque à gagner certain pour les luttes des personnels*

*l'unité se réalise dans l'action,*

*les travailleurs dans l'action sont facteur d'unité.*

L'identité CGT étant suffisamment forte et assumée, l'objectif de réunification syndicale n'est guère retenu, un délégué dit «non pour la déclaration routinière concernant la centrale unique», quand un autre affirme «ne pas croire à la centrale unique». Par contre plusieurs intervenants se positionnent pour le pluralisme syndical : "cette proposition m'apparaît comme pleinement cohérente avec le développement de la vie syndicale démocratique, sur la base du pluralisme syndical qui est la réalité de notre époque"

Dans sa Réponse, Georges Séguéy, en phase avec la grande majorité des délégué(e)s qui se sont exprimé(e)s sur sa proposition, confirme que «l'important est de savoir ce que pensent les travailleurs de notre proposition, si elle répond à leur profonde aspiration unitaire. /.../ Elle serait platonique si elle restait givrée au sommet. Elle sera vivifiante si l'esprit dans lequel nous la faisons stimule l'action unie dans les entreprises, les chantiers, les bureaux, sur la base des revendications unitaires unificatrices et mobilisatrices des travailleurs. /.../

Nous ne demandons pas à d'autres de penser à notre place aux meilleurs moyens de "reconstruire l'espoir"; nous avançons nous-mêmes, dans le cadre de notre vocation et de nos prérogatives syndicales, des solutions et des moyens concrets.

Quelle meilleure preuve peut-on donner de notre libre détermination, de notre indépendance syndicale et de l'autonomie de notre action?».

## **Les interventions sur l'unité au 38<sup>ème</sup> Congrès de la CFDT**

C'est avec pour devise «Reconstruire l'espoir» que se tient le 38<sup>ème</sup> Congrès de la CFDT à Brest. Il s'agit pour la Confédération, de défendre et de faire avaliser par les congressistes la nouvelle politique d'action dite de "recentrage" votée en avril 1978 lors d'un Conseil national qualifié de mini-congrès. Dans son Rapport Général, Edmond Maire, présente une analyse critique des trois ans écoulés, dans laquelle il déclare : «Mais ce qui nous a manqué surtout, ce qui a manqué aux forces populaires, c'est la mobilisation sociale. L'expérience historique du mouvement ouvrier nous a appris la fragilité d'une simple victoire électorale coupée d'une mobilisation massive et consciente de la population. Sans mobilisation sociale majoritaire sur un projet cohérent de transformations, la gauche politique

ne pourra jamais que décevoir. La marche au socialisme ne peut découler que d'une conjonction des luttes sociales et des luttes politiques. Nous devons apprendre à conjuguer Mai 68 et Mars 78».

Et, tout à la fin de ce Rapport, sous le titre "L'unité d'action intersyndicale", la validité de l'accord de 1974 avec la CGT, «notre référence commune», est réaffirmée. Mais, le propos se poursuit avec cette analyse : «les rapports unitaires entre la CFDT et la CGT se sont détériorés. Chacun en connaît les raisons : le choc de deux logiques, ce que nous appelons une logique politique et une logique syndicale, ce qu'eux appellent une logique révolutionnaire et une logique réformiste.../.../ Un changement d'attitude des organisations et des militants de nos deux confédérations dans le sens de la sérénité et de la fraternité serait très favorable au renforcement du syndicalisme de classe et à la mobilisation si nécessaire pour faire avancer nos revendications prioritaires. L'intérêt du mouvement ouvrier ne passe par l'affaiblissement d'aucune de nos organisations.»

Sur les quatre-vingt quatorze délégués qui vont se succéder à la tribune, trente huit font une place à la question de l'unité dans leur intervention. Comme la majorité des interventions à ce congrès, elles s'ancrent au débat sur la nouvelle politique d'action confédérale, mais plus systématiquement sceptiques, ne se satisfont pas de l'autocritique sur le dérapage politique, rejettent le «recentrage» reçu comme un «renoncement au changement», l'abandon syndical du terrain politique : «En ce qui concerne le domaine politique, la question de l'alternative se reposera dans les luttes et à partir des luttes. La dimension politique des luttes existe toujours. Nous craignons que la CFDT développe une forme d'apolitisme. L'absence de la CFDT dans le débat politique laisserait de fait la place aux seuls partis. Cela nous conduirait à une répartition des tâches entre le parti et le syndicat et à la mutilation du rôle du syndicalisme».

Exceptés trois délégués qui relatent les difficultés rencontrées avec la CGT et sa «pratique électoraliste», la plupart des intervenants clament haut et fort la nécessité d'union pour l'efficacité des luttes et refusent de «s'installer dans la division syndicale» car une *attitude unitaire résolue* favorise l'action d'ensemble des travailleurs : «l'unité d'action doit rester toujours un axe essentiel de notre stratégie». Le syntagme *unité d'action avec la CGT* revient comme un leitmotiv dans ces prises de parole : *la nécessaire unité d'action avec la CGT, l'unité avec la CGT sur des bases de classe et de masse, l'unité d'action avec la CGT doit rester un élément fondamental de notre stratégie,...* Si l'on en croit l'applaudimètre, la CGT reste bien le partenaire privilégié des militants cédétistes, et pas FO, ni la FEN, ni la CGC, et d'ailleurs «pourquoi reprocher à la CGT que les ordres viennent d'en haut alors que nous faisons la même chose?» déclare un intervenant à la tribune.

La proclamation de l'unité d'action avec la nécessité d'*unifier les luttes* s'affiche souvent avec la demande de la *globalisation des luttes* sur des *revendications unifiantes* pour construire une alternative : «la CFDT doit prendre toute sa place dans la construction d'un mouvement puissant et unitaire».

Sur ce plan qui est pleinement le sien, la Confédération est jugée passive, attentiste voire peu unitaire:

- *polémique stérile en refusant l'unité avec la CGT,*
- *remise en cause de la lutte globale, unitaire contre le capitalisme*
- *abandon de la coordination et de l'unité ouvrière et populaire.*

Un délégué délivre cette définition :

«Nous refusons une conception frileuse de l'unité d'action, où il n'est question que de garder sa virginité. L'unité d'action a pour nous une valeur positive et elle existe chez nous sous une forme permanente. Nous pensons que l'unité n'est pas le suivisme. C'est à travers l'unité d'action que la CFDT pourra impulser le débat parmi les travailleurs et permettre de faire avancer les thèmes de l'organisation».

A côté de cette volonté d'unité d'action syndicale, la question de la construction de l'unité des travailleurs est également très présente et de la responsabilité syndicale (*bâtir l'unité des travailleurs*) :

«Il y a des risques d'éclatement de la classe ouvrière, le patronat utilise la crise pour opposer les travailleurs. Le mouvement syndical doit unifier anciennes et nouvelles catégories en tenant compte des diversités, des aspirations des travailleurs et des conduites sociales diverses qui déterminent les modes d'actions. Il faut unir les couches telles qu'elles existent et non telles que nous les voulons».

Dans la Réponse qu'il adresse aux congressistes avant le vote du quitus se lit la prise en considération par le Secrétaire Général du rapport de force interne sur cette question de l'unité:

«Je ne reviendrai pas longuement sur l'unité. Beaucoup d'entre vous ont manifesté le même souhait que celui que j'exprimais hier de voir les rapports CFDT-CGT prendre un nouveau cours. Nous ne nous berçons pas d'illusion et ne croyons pas que par enchantement toutes les difficultés vont se résoudre. Mais entre le grand air de la polémique et la berceuse de l'apaisement, il y a place pour un bon duo, même si quelques couacs sont probablement inévitables.

En tout cas, l'unité d'action que nous voulons ne cherche pas à faire l'économie du débat nécessaire entre nos stratégies et nos politiques d'action. C'est de ce débat que sortira un nouvel équilibre unitaire plus riche que le précédent. Nous y mettrons peut-être du temps mais je suis convaincu que nous y arriverons.

L'appel que j'ai fait à ce congrès à nos camarades de la CGT n'a rien de tactique ou de conjoncturel. Bien sûr, le congrès du PC pèse dans l'attitude de la CGT. Mais le besoin d'unité ouvrière, face à la crise, exprimé largement dans notre débat, cette nécessité, cette priorité à la recherche d'une action commune que nous ressentons tous, nous sommes sûrs que nos camarades de la CGT la ressentent comme nous et qu'elle finira par se concrétiser. En tout cas, nous nous réjouissons de la première réaction de Georges Séguy à l'appel lancé avant-hier, par notre congrès.».